

# Rapport moral 2009 d'Agir pour l'Environnement

Adopté à l'unanimité des adhérents présents  
À l'occasion de l'Assemblée générale de l'association tenue 18 février 2010

---

## 2009 : Climat, Biodiversité, Economie, Social .... la crise !!! 2010 en piste pour l'urgence écologique ????

2009 aura été marquée par l'une des pires crises économiques que notre monde ait connue. C'est aussi une année de médiatisation énorme des questions écologiques et environnementales au niveau international, conclue par l'échec de la « grand messe » du sommet de Copenhague.

Alors que la « crise économique » a monopolisé le début de cette année, notre association a tenté dans ses actions et ses prises de position d'expliquer que cette crise est celle d'un système ultra-libéral dont le moteur est la croissance sans bornes, le gaspillage et le « court terme » dont la plus belle représentation est celle du « trader ». Pour nous, la crise est multiforme : raréfaction des matières premières et des énergies fossiles, crise climatique, perte énorme de biodiversité, désertification, augmentation de la misère et famines ici et au sud, dont la « sortie » ne saurait être seulement monétaire ou bancaire.

La raréfaction des matières premières, le coût induit par l'adaptation au changement climatique nous impose un devoir de lucidité, un exercice qui n'a rien d'un exercice de style. Pour répondre durablement aux crises qui ne manqueront pas de jalonner notre avenir, il nous faut apporter des solutions pérennes reposant sur une analyse lucide.

À Copenhague, alors que la mobilisation citoyenne (en particulier des ONG) était énorme, les dirigeants des grands pays ont échoué lamentablement. Et plutôt que d'assumer leur échec devant les pays les plus vulnérables qui n'ont pas pris part aux discussions finales, ils sont partis par la petite porte. Pas de photo de famille. Pire ! ils nous font croire à un « succès » en mentant à l'opinion publique. On est bien loin de l'Organisation Mondiale de l'Environnement !!!

Dans le domaine hexagonal, la « crise » du secteur automobile largement prévisible s'est traduite par de vieilles recettes gouvernementales comme la « prime à la casse ». Sans contreparties ni conditionnements écologiques, l'Etat a versé des sommes sidérales à l'industrie automobile et relance un vaste programme d'infrastructures *climaticides*... pour inciter encore et toujours les citoyens français à adopter des comportements peu compatibles avec les contraintes écologiques et climatiques.

Cette année 2009 est aussi marquée par le double discours quasi institutionnalisé dont nous abreuve une grande majorité d'élus. Près de deux ans après le Grenelle de l'environnement, nombres de responsables politiques se plient rituellement à l'exercice qui consiste à parler fort et agir peu. Un exemple : la loi dite Grenelle 2 qui transposera dans le corpus législatif et réglementaire les décisions du Grenelle n'a toujours pas été adoptée définitivement par les députés ! En deux ans, les parlementaires n'ont pas trouvé quinze jours à consacrer à l'environnement. C'est un scandale qui mérite d'être dénoncé. Face à l'urgence écologique, on préfère nous réorienter sur un pseudo débat sur l'identité nationale.

Ce constat à amener Agir pour l'Environnement a redoublé d'effort. Vis-à-vis des élus mais également vis-à-vis des citoyens eux-mêmes. En plus de nos campagnes de mobilisation citoyenne traditionnelles qui ont abordé les questions de pesticides et d'infrastructures *climaticides*, nous avons organisé *le premier jour de la Nuit* afin de sensibiliser le grand public et les collectivités locales aux conséquences de la pollution lumineuse sur l'environnement naturel nocturne et sur l'observation du ciel étoilé.

Les élections européennes ont également prouvé que les citoyens français étaient extrêmement sensibles à la problématique écologique et prêts à s'engager. Charge aux associations de relever le défi : celui de réussir à transformer l'essai et imposer l'idée selon laquelle un bon discours politique n'est rien sans décisions effectives.

Espérons que l'échec programmé du sommet de Copenhague ne va pas se traduire par découragement et démobilitation des citoyens. L'urgence écologique nous impose de ne pas baisser les bras. C'est le vœu de « bonne année » que j'émetts pour 2010 ... Agir de plus en plus pour l'Environnement !

Domi BERNARD  
Président

# Rapport d'activité 2009 d'Agir pour l'Environnement

Adopté à l'unanimité des adhérents présents  
À l'occasion de l'Assemblée générale de l'association tenue le 18 février 2010

---

## 1) Vie de l'Association

Au cours de l'année 2009, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois (les 21 avril, 06 juillet, 20 octobre et 08 décembre). De nombreux échanges par Internet entre les membres du CA et les salariés ont permis un suivi régulier des actions. La composition du CA est consultable en annexe.

**Six documents ont été édités en 2009 dont 3 lettres, deux campagnes et un appel à don,** envoyés à un réseau de 13723 signataires.

En terme quantitatif toujours, 67 communiqués ont été envoyés à la presse. Un **courriel-hebdo** adressé à 5583 personnes est envoyé chaque semaine, portant à la connaissance de tous l'actualité de l'association et des campagnes menées.

Le **site internet** de l'association connaît une forte affluence avec plus de 14.000 connexions par semaine.

**Une page Facebook** a été créée au deuxième semestre 2009 connaissant une forte affluence avec plus de 6000 fans comptabilisés. Ce réseau social est le quatrième, en terme d'importance, en ce qui concerne le monde des associations de protection de l'environnement françaises.

**L'équipe de salariés permanents** a quelque peu évolué en 2009 :

- **Stephen Kerckhove**, délégué général assure l'animation de l'équipe, représente l'association. Il suit l'exécution du budget et assure notamment le suivi des campagnes Climat et Energie / Transport et infrastructures / Agrocarburant et Téléphonie mobile
- **Clara Osadtchy** s'occupe de la coordination des campagnes Déchets / Biodiversité / Pollution lumineuse (Jour de la Nuit) / Pesticides ainsi que du développement francilien grâce à l'appui de la région Ile de France au travers d'un contrat Emploi-Tremplin. Clara Osadtchy a souhaité passer à 40% à partir du 1er octobre 2009. Les 60% n'ont pas encore été occupés par une autre personne.
- **Jean-Bernard Peyronel** s'occupe de la gestion administrative de l'association et du traitement des commandes ; Il assure également la tenue des stands lorsque l'association participe à des salons en Ile de France grâce à l'appui de la région Ile de France au travers d'un contrat Emploi-tremplin.
- **Yannick Vicaire** a été recruté en CDD pour une période d'un an afin de suivre la campagne européenne relative aux publicités faussement écologiques.
- **Magali Ringoot** a été recrutée en CDD pour une période de trois mois afin de suivre l'organisation du Jour de la Nuit.

La mise sous pli des documents de campagne commandés et destinés à nos signataires a pour une large partie été assurée par une équipe bénévole. Un site internet événementiel a également été réalisé par un bénévole de l'association.

Agir pour l'Environnement a adhéré à plusieurs réseaux notamment au Réseau Action Climat, à InfOGM, à NaturParif et à l'Ordif

Il est à noter que la demande d'agrément « association de protection de l'environnement » faite par Agir pour l'Environnement auprès du Ministère de l'Ecologie n'a pas connu une issue favorable.

En 2009, nous avons reçu le concours financier de :

- Ministère de l'Ecologie et du Développement durable (4,34% des recettes)
- La Région Ile de France (1,93% des recettes)
- La Mairie de Paris (4,34% des recettes)
- La Oak Fondation (9,65% des recettes)
- Le Cnasea (8,56%)

A ces aides ponctuelles sont venus s'ajouter les dons, contributions aux frais de campagne et prélèvements automatiques. Les dons de nos signataires s'établissent à 52,7% des recettes, soit 218.312 euros, garantissant une bonne autonomie de l'association. Il est à noter que l'association peut également compter sur ses signataires ayant accepté d'opter pour les prélèvements automatiques mensuels pour un montant de 61,5 k€ annuellement, soit 14,9%. L'autonomie financière de l'association est ainsi de 67,6% auquel il est possible d'ajouter les aides à l'emploi (8.56%) peut sujettes à une baisse qui serait dues à une quelconque pression d'ordre politique.

Le remboursement de l'achat du local que l'association a acquis en 2008 s'est poursuivi sans anicroches particulières.

La structure financière de l'association est saine puisque le résultat positif de l'association s'établit à 10.512 euros. Les fonds propres de l'association se montent désormais à 48.609 euros, ceci nous permettant d'envisager l'avenir avec une relative sérénité.

## **2) L'action générale d'Agir pour l'Environnement**

En 2009, trois campagnes et une lettre spéciale d'Agir pour l'Environnement ont connu une diffusion très large qui a permis d'accroître la mobilisation citoyenne. Cette année 2009 a également connu un nombre important d'actions spécifiques liées aux campagnes.

**Campagne n°29 : Wifi, portables, antennes relais : Un nouveau TcherMobile ?**

**Campagne n°30 : Pesticides, les abeilles piquées au vif !**

**Campagne n°31 : Copenhague : Un Sommet... d'incohérence ?**

**Alerte n°7 : Formule1... le début de la Flins !**

### ***A. Des campagnes collectives de mobilisation***

Chaque campagne d'Agir pour l'Environnement est l'occasion d'éditer un document de campagne auquel sont associées des cartes-pétitions. Ces cartes-pétitions ont pour objet de renforcer la mobilisation citoyenne en dotant le réseau des signataires de l'association d'outils leur permettant d'agir concrètement.

Simple et légers, ces outils sont largement diffusés d'autant que les campagnes de l'association sont le plus souvent menées en partenariat avec un grand nombre d'ONG. Une trentaine d'associations ont été partenaires des campagnes 2009. La force d'Agir pour l'Environnement est en effet de créer des synergies entre réseaux qui n'ont pas ou peu l'habitude de travailler ensemble. Il est d'ailleurs à noter que le Grenelle de l'environnement, loin d'améliorer le sens du collectif à au contraire exacerber une certaine « émulation » entre ONG qui rend le travail d'agrégateur de réseaux de plus en plus malaisé.

Une fois édités et diffusés, les documents de campagne sont le support d'une campagne plus large de lobbying qui prend la forme de rendez-vous que l'équipe permanente d'Agir pour l'Environnement s'astreint à prendre.

Enfin, les campagnes sont des supports de communication permettant généralement, au gré de l'actualité d'éditer communiqués, dossiers de presse, lettres ouvertes ou encore d'organiser des conférences de presse et happenings spectaculaires.

### ***Les nouvelles campagnes d'Agir pour l'Environnement en 2009***

**Campagne n°29 : Wifi, portables, antennes relais... un nouveau TcherMobile ?**

**Date de lancement :** Janvier 2009

**Diffusion :** 75.000 exemplaires

**Contexte :** La controverse entourant le développement de la téléphonie mobile et plus particulièrement l'installation des antennes relais fait rage depuis janvier 2001. Cette situation de crise entraîne un certain nombre de crispations locales que les élus locaux sont amenés à gérer avec les quelques outils réglementaires qu'ils ont à leur disposition. L'équation « réglementation laxiste + expertise décriée » crée une situation inextricable. Face à ce contexte de crise, l'Etat semble surtout tenter de remettre au lendemain une action réglementaire et les riverains sont amenés à faire valoir leur droit devant les juridictions compétentes. Une décision de justice imposant en première, puis deuxième instance à l'un des trois opérateurs de démonter une antenne relais a amené l'Etat à proposer l'organisation d'une concertation multi-acteur sur le modèle du Grenelle de l'environnement.

**Évolution :** Le Grenelle des ondes a ainsi été organisé avec pour objectif de trouver des solutions satisfaisant les acteurs mobilisés. La question de l'agenda a, dès le début du Grenelle, été posée par les acteurs associatifs qui auraient préféré attendre que le rapport d'expertise de l'Afsset ait été rendu avant d'engager une concertation. Cette inversion d'agenda a semé le trouble puisque ce Grenelle a réussi le tour de force d'aborder un problème scientifique et sanitaire sans faire appel aux moindres scientifiques... laissant ainsi penser que le problème de la téléphonie mobile se résumait à un problème de perception et de sociologie du risque. Agir pour l'Environnement a profité du Grenelle

des ondes pour commander et rendre public un sondage BVA faisant apparaître que 80% des français souhaitaient une loi plus contraignante en matière de téléphonie mobile.

Agir pour l'Environnement en lien avec l'association nationale Priartém a accepté d'être observateur de l'expertise menée par l'Afsset et ainsi améliorer la transparence de cette expertise. De ce fait, il est à noter que les conclusions et l'avis de l'Afsset sont extrêmement ambitieux puisqu'elles réclament une baisse générale des expositions aux ondes de la téléphonie mobile, antennes relais comprises.

**Résultats :** Même si le Grenelle des ondes s'est soldé par le départ des deux principales ONG, Agir pour l'Environnement et Priartém, faute d'avoir obtenu les résultats escomptés, la sensibilisation de l'opinion publique reste grande et le statu quo devient de moins en moins tenable. D'autant que l'avis de l'Afsset est encore venu renforcer les attentes du grand public vis-à-vis d'une véritable réglementation contraignante. A deux reprises l'Assemblée nationale puis le Sénat ont déposé des amendements visant à appliquer le principe Alara (exposition aussi faible que techniquement possible). Bien que rejeté, ces amendements indiquent que les parlementaires ont cherché à se saisir de cette question. L'opposition du Gouvernement semble de plus en plus difficile à assumer.

Agir pour l'Environnement et Priartém ont produit un Guide à destination des élus locaux afin de leur donner des outils accessibles synthétisant l'ensemble des connaissances validées. C'est dans ce même état d'esprit que les associations ont mis en ligne une cartographie des expositions les plus fortes aux ondes des antennes relais, cartographie qui sera régulièrement mise à jour.

**Documents produits :** Document de campagne, Guide Cédis, dossier spécial Grenelle, communiqués, lettres ouvertes, cartographie des points chauds électromagnétiques, sondage BVA

### **Campagne n°30 : Pesticides... les abeilles piquées au vif !**

**Date de lancement :** Mai 2009

**Diffusion :** 100.000 exemplaires

**Partenariats :** Agir pour l'environnement, l'Union nationale de l'Apiculture française, la Fédération Nationale de l'Agriculture biologique, la Fédération des Civam, le CIELE, les Amis de la Terre, le Réseau Agriculture durable, la Fédération nationale des jardins familiaux et collectifs, la Ligue pour la Protection des Oiseaux, le Réseau Ecole et Nature, la Confédération Paysanne, la Ligue de l'enseignement, le MDRGF, Biocoop, Eaux et Rivières de Bretagne

#### **Contexte :**

Depuis quelques années le sort des abeilles est devenu inquiétant : leur taux de surmortalité atteint 30 à 35%, taux anormalement élevé qui atteint dans certains cas 50% de pertes hivernales. La raison en est multifactorielle : multiplication des substances chimiques et des pesticides dans l'environnement, présence de parasites, conséquence du modèle agricole dominant basé sur la monoculture, ravages du frelon asiatique, impact du changement climatique etc. Malgré cet effondrement alarmant, le ministre de l'Agriculture a ré-autorisé en décembre 2008 le Cruiser, un insecticide de traitement des semences de maïs, mortel pour les abeilles et hautement toxique pour les oiseaux et l'environnement, fabriqué par la firme Syngenta, l'un des leaders mondiaux sur le marché des pesticides. Cette seconde autorisation risque d'être reconduite pour 2010, bien que nos voisins allemands, italiens et slovènes aient suspendu l'homologation de ce produit suite aux mortalités catastrophiques des abeilles au printemps 2008.

D'autres facteurs affectent les butineuses. Le frelon asiatique, introduit accidentellement en France dans les années 2000, envahit et détruit les ruches d'abeilles... sans que les responsables politiques pourtant alertés n'agissent face à cette menace grandissante. Plus que jamais, une autre agriculture et une large sensibilisation sont nécessaires. L'abeille est un maillon indispensable des écosystèmes. La protéger, c'est nous éviter le cauchemar d'un nouvel écocide irréversible.

#### **Évolution :**

Un temps fort a été organisé fin mai auprès des parlementaires, au sein même de l'Assemblée nationale. Agir pour l'environnement, en partenariat avec l'Union nationale de l'apiculture française, la Ligue pour la Protection des Oiseaux et le MDRGF a proposé un petit-déjeuner apicole à une cinquantaine de personnalités politiques, et a pu présenter son analyse de la situation en donnant la

parole à divers spécialistes. Une Charte « Abeille, sentinelle de l'environnement » a été présentée et signée par une quinzaine de députés, s'engageant ainsi à ne plus utiliser de produits phytosanitaires toxiques pour les abeilles dans les espaces verts de leurs collectivités, à ne pas favoriser la mise en culture de plantes génétiquement modifiées et à planter des plantes pollinifères.

Malgré la prise de conscience progressive d'élus locaux, le Cruiser a été ré-homologué en décembre 2009 pour une autorisation d'utilisation au printemps 2010, malgré la mobilisation des associations et des apiculteurs alertés. Un nouveau pesticide également hautement toxique pour les abeilles vient d'être homologué : le Proteus, fabriqué par Bayer. La campagne en lien avec les syndicats d'apiculture et les ONG environnementales devrait donc se poursuivre sur ce nouveau terrain de bataille.

#### **Résultats :**

L'évènement organisé par Agir pour l'environnement, l'UNAF et deux autres ONG environnementales a permis d'initier un « Comité de soutien des élus à l'abeille et à l'apiculture ». La charte de soutien a été diffusée largement auprès de l'ensemble des parlementaires et était signée par une centaine de députés fin 2009. Elle a été envoyée à l'ensemble des élus locaux franciliens (plus de 1200 communes) par le partenaire Natureparif qui récolte déjà plus de 200 signatures.

Un point presse devrait être organisé début 2010 pour présenter l'ensemble des élus impliqués dans ce comité de soutien, dont l'objectif est de reconnaître l'importance écologique de l'abeille et la nécessité de réduire fortement l'usage de pesticides.

**Documents produits :** Campagne, cartes postales, autocollants, dossiers de campagne, dossier de presse et plusieurs communiqués de presse

### **Campagne n°31 : Copenhague : Un Sommet... d'incohérence ?**

**Date de lancement :** Novembre 2009

**Diffusion :** 150.000 exemplaires

**Partenariat :** Greenpeace, Les Amis de la Terre, Fnaut, Réseau Action Climat, Réseau Sortir du Nucléaire, Action Consommation, Flins sans circuit F1, Acipa, Capen71, ARLP, Ciele, Cairn, Non à la deuxième autoroute, sauvegarde des coteaux du Jarez, sauvegarde des coteaux du Lyonnais

**Contexte :** Le Sommet de Copenhague mobilise l'attention des décideurs et de l'opinion publique sur les conséquences du dérèglement climatique. Malgré l'unanimité qui se fait jour quant à la responsabilité humaine de ce dérèglement climatique, les responsables politiques semblent encore tétaniser à l'idée de passer des discours aux actes concrets. Un hiatus se fait alors jour entre le dire et le faire, césure qui tend à décrédibiliser profondément la parole publique.

La succession des discours politiques lénifiants ne peut en aucun cas se substituer à une action concrète ici et maintenant. C'est la raison qui a conduit Agir pour l'Environnement à mener à bien un patient travail de référencement des projets d'infrastructures *climaticides* situés sur le territoire hexagonal. Leur nombre important interroge sur le bien fondé des accords du Grenelle de l'environnement et surtout sur les modifications qu'ils auraient pu entraîner concrètement. La campagne initiée avec 17 partenaires vise donc à rappeler une évidence : il est impossible de lutter efficacement contre le dérèglement climatique avec des discours, fussent-ils lyriques et ambitieux.

**Évolution :** La campagne encartée dans le Monde diplomatique a été diffusée à plus de 160000 exemplaires. Cette large diffusion a permis de toucher un large public. La mise en ligne d'une carte des projets *climaticides* vue plus de 10.000 fois est également la preuve qu'il existe localement une véritable opposition à l'encontre des projets d'infrastructures contre-climatiques.

Un point également mérite d'être noté : dans le cadre de cette campagne, nombre de réseaux locaux peu habitués à se voir et travailler ensemble ont trouvé un lieu d'échanges qui peut se traduire par des synergies à venir. Il a ainsi été évoqué l'hypothèse de la création d'un collectif anti-infrastructures *climaticides*. De cet outil peut déboucher un parole plus homogène qui porterait sur la scène médiatique nationale et serait donc à même de peser plus efficacement.

Le grand écart entre les négociations internationales et les décisions locales a amené l'association à participer à certaines sessions de la commission nationale du débat public consacrées à des projets d'autoroutes et infrastructures.

**Résultat :** La mobilisation à l'encontre d'infrastructures doit encore être amplifiée afin que les résultats soient au rendez-vous. Il est cependant à noter que la forte mobilisation des citoyens est d'ors et déjà une preuve que le double-discours institutionnel aura de plus en plus de mal à ne pas être contesté. L'approche des élections régionales nous donne l'occasion de saisir les élus locaux, très souvent à l'initiative des projets *climaticides* décriés.

Au niveau national, la loi Grenelle<sup>1</sup> stipule, en son article 17, qu'un schéma national des infrastructures de transport sera publié, après concertation des parties prenantes, avant la fin de l'année 2009. La publication du Snit a été repoussée à une date ultérieure, démontrant la difficulté que l'Etat rencontre à articuler correctement sommet de Copenhague et décisions locales.

**Colloque Transport et Climat :** Dans le cadre du lancement de la campagne « Copenhague... un sommet d'incohérence ? », APE, le RAC-F et la Fnaut ont organisé à l'Assemblée nationale un colloque consacré aux infrastructures *climaticides* et plus généralement au secteur des transports. Le succès a été au rendez-vous puisque plus de 200 personnes se sont inscrits à ce colloque. La densité des interventions a amené l'association à produire des actes eux-mêmes diffusés à plus de 300 exemplaires. Ce colloque a été l'occasion aux réseaux anti-autoroutes de se retrouver et d'échanger en vue de la constitution d'une coordination nationale.

**Documents produits :** Campagnes, cartes postales, dossiers, lettres ouvertes, communiqués de presse...

**Rendez-vous obtenus :** Ministère de l'Ecologie, parlementaires européens...

### **Alerte n°7 : Formule1... le début de la *Flins* !**

**Date de lancement :** Février/Mars 2009

**Diffusion :** 20.000 exemplaires

**Partenariat :** Flins sans circuit F1, Réseau Action Climat

**Contexte :** Le secteur automobile, frappé de plein fouet par une crise systémique, cherche à se relancer en incitant les collectivités locales à défendre des projets en lien avec l'industrie automobile. C'est dans ce cadre que le conseil général des Yvelines a annoncé la construction d'un circuit de formule1 à proximité de Flins sur des terres réservées à l'agriculture biologique. Bien que contesté de toute part, le Conseil général des Yvelines s'est entêté en tentant de verdir un projet manifestement pas vert du tout.

**Évolution :** En lien avec l'association Flins sans circuit F1, Agir pour l'Environnement s'est attaché à mobiliser son réseau de signataires afin de faire pression sur les décideurs politiques nationaux, notamment les parlementaires afin de les mettre en face de leur contradiction. A l'aide d'un sondage BVA faisant état d'une opinion publique hostile à ce type de projet (68% contre le projet), l'association a sollicité les Sénateurs afin qu'ils s'opposent à un amendement tentant d'imposer par la bande ce projet de circuit dans le cadre du plan de relance de l'économie. Tant le ministre de l'Ecologie que sa secrétaire d'Etat se sont opposés publiquement au projet, prenant le contre-pied du Premier ministre, hardant défenseur du projet et aficionados des courses automobiles.

**Résultat :** Le projet de circuit de F1 à Flins dans les Yvelines a été abandonné à la suite de la mobilisation protéiforme des associations et collectifs. Cette victoire est à mettre au crédit du monde associatif, démontrant qu'il est possible d'obtenir l'abandon des projets *climaticides*.

**Documents produits :** Alerte, cartes postales, dossiers, lettres ouvertes, communiqués de presse, sondage BVA

**Rendez-vous demandés :** Ministère de l'Ecologie, parlementaires, conseil général des Yvelines

## ***B. Actions spécifiques d'Agir pour l'Environnement en 2009***

En 2009, l'association a organisé un grand nombre d'actions spécifiques liées aux campagnes de mobilisation citoyenne. Ces opérations ont eu le mérite de faire vivre les campagnes en associant plus largement le grand public et les décideurs politiques et économiques.

**Tribune « Allègre... l'anti-Grenelle ! »**  
**Grande braderie climatique / 4x4 de Peugeot**  
**Campagne à l'encontre des publicités faussement écologiques (secteur transport)**  
**Première édition du Jour de la Nuit**  
**Site internet Renault-ZE.fr**  
**Développement francilien de l'association**

**Tribune « Allègre... l'anti-Grenelle ! »**

**Campagne à l'encontre des publicités faussement écologiques (secteur transport)**

En 2009, l'association a bénéficié d'un soutien financier d'une fondation européenne visant à développer une campagne de mobilisation citoyenne à l'encontre du blanchiment écologique dans le secteur des transports. Cette campagne s'est faite en lien avec les Amis de la Terre Europe (FoE)

Au niveau européen FoE :

- création d'un site web collectif multilingue et interactif pour l'affichage du CO2,
- création de différents outils de lobbying : tournage d'un micro-trottoir comparatif illustrant le souhait des citoyens d'une information labellisée plus claire, clip-teaser pour pétition, pétition
- enquêtes nationales sur l'application de la directive 99/94 en matière d'affichage du CO2, dans la presse, les panneaux publicitaires et chez les concessionnaires,
- co-rédaction d'un rapport à destination des décideurs européens présentant les résultats des enquêtes, les arguments et les demandes en amont de la révision de la directive - le rapport sera présenté à Bruxelles début mars 2010

Au niveau français:

- action au showroom Peugeot des Champs-Élysées contre la vente flash de SUV
- initiative de divers CP collectifs sur la crise automobile, les projets autoroutiers (fonds carbone de l'A65, éco-autoroute A19), le schéma nationale des infrastructures de transports, le bilan de l'ARPP,
- montage et organisation d'un colloque sur "transports et climat" tenu le 5/11 au Palais Bourbon, publication des actes et "valorisation" en cours
- en cours : relance d'un collectif anti-autoroutes en vue des régionales de 2010

**Première édition du Jour de la Nuit**

> Bilan complet du Premier Jour de la Nuit en annexe

## **C. Autres actions d'Agir pour l'Environnement en 2009**

### **Formations et informations**

Avec le Cédis : L'association a dispensé deux sessions de formations sur les questions de téléphonie mobile et a produit et publié un ouvrage intitulé « Téléphonie mobile : Ondes de choc » imprimé à 2000 exemplaires et destiné aux élus locaux.

### **Interventions publiques**

Animation de trois tables-rondes au Sénat : le **9 avril** sur la Politique Agricole Commune (avec l'ancien ministre Edgard Pisani), le **3 septembre** sur l'agriculture à Haute Valeur Environnementale (avec FNE, la Confédération Paysanne, la FNAB, le Réseau Agriculture Durable...), le **4 décembre** sur les enjeux agricoles internationaux et le climat (avec des représentants de nombreux pays du tiers-monde). Ces trois tables-rondes étaient organisées par le sénateur Vert Jacques Muller, et furent co-organisées et animées par Jacques Caplat, administrateur d'APE. Les actes de ces table-rondes sont disponibles sur demande.

Salons : Présence aux salons Primevère à Lyon et au festival du livre d'écologie et de la revue d'écologie à Paris.